



FRANCE

# Réforme des lycées professionnels : la contestation se durcit

- Tous les syndicats d'enseignants de la voie professionnelle appellent à la grève, ce mardi.
- Ils déplorent une diminution du nombre d'heures d'enseignement en contradiction, selon eux, avec l'appel ministériel à remonter le niveau des élèves.

ÉDUCATION

Marie-Christine Corbier

Haro sur la réforme des lycées professionnels, cette « cause nationale » d'Emmanuel Macron. Tous les syndicats appellent à la grève, ce mardi, contre sa mise en place. Pas tous pour les mêmes raisons. Ni avec le même degré de « colère ». Mais les demandes des syndicats convergent toutes, du besoin impérieux d'aménagements à la demande de retrait pure et simple en passant par le moratoire.

Tous se sont retrouvés au sein d'une même intersyndicale. La difficulté est telle pour le gouvernement que l'entourage de Gabriel Attal s'est invité, ces derniers temps, à la table des négociations, habituellement réservée au cabinet de la ministre déléguée à l'Enseignement et la Formation professionnels, Carole Grandjean.

Les syndicats pointent haut et fort les « contradictions » du ministre de l'Éducation nationale entre, d'un côté, le « choc des savoirs » présenté la semaine dernière et, de l'autre, le sort des lycéens professionnels. « Pour élever le niveau des lycéens professionnels, les cours de mathématiques et de français en

effectifs réduits seront généralisés en seconde et première, et les enseignements généraux seront augmentés de 10 % en année de terminale », promettent les deux ministres.

Selon le projet présenté, en terminale, le nombre d'heures de français, de mathématiques, d'histoire-géographie et d'enseignement moral et civique augmente. Mais les heures d'enseignement professionnel diminuent. En seconde et en première, le nombre d'heures de français et de mathématiques « diminue pour faire des groupes allégés », déplore Jérôme Fournier, du SE-Unsa, qui parle d'« une vraie difficulté ».

« On ne peut pas dire qu'en terminale on maintient ou on augmente les horaires des fondamentaux, dire qu'il faut faire le choc des savoirs pour améliorer le niveau en français et en mathématiques et diminuer l'horaire de français et de mathématiques en seconde et en première professionnelle ! » s'agace le syndicaliste.

Le 6 décembre, le gouvernement a modifié son projet, mais malgré « quelques améliorations », cela reste « insuffisant », critique le

SNUEP-FSU. Le ministère n'a pas obtenu les moyens budgétaires pour maintenir les grilles horaires des élèves à 30 heures par semaine, regrettent plusieurs sources syndicales.

La crainte de « l'annualisation »

La diminution des heures d'enseignement professionnel fait craindre à certains syndicats des fermetures de postes. D'autres, à l'instar du SNETAA-FO, redoutent une « annualisation » du temps de travail des enseignants, alors que le ministère n'a toujours pas transmis aux syndicats la grille horaire de la fin d'année scolaire.

Sur cette fin d'année, la réforme prévoit des cours supplémentaires pour les élèves qui se destinent à l'enseignement supérieur, et une durée de stages allongée pour ceux qui voudront travailler après le bac. Si, sur cette période « modulaire », la grille horaire n'est pas cadrée, le statut des professeurs de lycées professionnels et le cadre hebdomadaire des 18 heures d'enseignement par semaine risquent d'exploser, avancent plusieurs syndicats.



Autant de chiffons rouges susceptibles d'alimenter la fronde d'enseignants déjà inquiets de la refonte de la carte des formations et la fermeture de certaines spécialités qui conduiront à des reconversions. Beaucoup redoutent aussi que les élèves qui se destinent à l'enseignement supérieur ne suivent pas les cours intensifs prévus pour eux, et qu'ils partent en stage pour percevoir la gratification prévue de 100 euros par semaine.

### Soutien appuyé du Medef

Les syndicats s'agacent aussi des chiffres du ministère sur l'insertion des lycéens professionnels. « Ils comptent les élèves qui partent en poursuite d'études, qui forcément ne s'insèrent pas puisqu'ils poursuivent leurs études... Les chiffres d'insertion sont donc exagérément faibles », déplore Jérôme Fournier.

Pendant ce temps, les chefs d'entreprise, eux, affichent un soutien appuyé à la réforme. Elle est « déterminante pour l'avenir de notre pays », a lancé le président du Medef, Patrick Martin, fin novembre, au côté du recteur de l'académie de Paris, Christophe Kerrero, venu rencontrer des proviseurs dans un lycée parisien.

« On ne peut pas dire que l'Éducation nationale ne forme pas les jeunes aux compétences dont nous avons besoin et ne pas, nous, faire l'effort d'aller au-devant des enseignants, élèves, familles et ne pas être accueillants en matière de stages », avait insisté Patrick Martin. « Nous avons besoin les uns des autres, avait répondu Christophe Kerrero. Il y a de l'emploi possible pour tout le monde, à condition que nous formions aux savoirs fondamentaux, aux compétences psychosociales et que vous veniez expliquer ce qu'est une entreprise. » ■



La diminution des heures d'enseignement professionnel fait craindre à certains syndicats des fermetures de postes. Photo Damien Cerneaux/RÉA

